

Bulletin d'histoire politique

La fin du nationalisme ethnique au Québec

Michel Sarra-Bournet



Volume 2, Number 3, Winter 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063391ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063391ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sarra-Bournet, M. (1994). La fin du nationalisme ethnique au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 2(3), 10–14. <https://doi.org/10.7202/1063391ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

ROBINSON, M. Fothergill (1913), *The spirit of Association*. London, Murray.

SALEILLES, Raymond (1910), *De la personnalité juridique: Histoire et théories*. Paris, A. Rousseau.

SIMIAND, François (1903) (1960), « Méthode historique et science sociale », *Annales E.S.C.*, vol. 15, pp. 83-119.

SMITH, Peter H. (1981) « Political History in the 1980s: A View from Latin America », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 12 (été), pp. 3-27.

THERBORN, Göran (1978), *What Does the Ruling Class Do When it Rules*, London, Verso.

TÖNNIES, Ferdinand (1887) (1977), *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, Retz.

VANDERMEER, Philip R. (1979), « The New Political History: Progress and Prospects », Georg S. IGGERS et Harold S. PERKER (eds), *International Handbook of Historical Studies: Contemporary Research and Theory*, Westport, Greenwood Press, pp. 87-108.

VILAR, Pierre (1973) (1982), « Histoire du droit, histoire totale », *Une histoire en construction*, Paris, Le Seuil, pp. 265-291.

WRIGHT, Erik Olin (1979), *Class, Crisis and the State*, Londres, Verso.

LA FIN DU NATIONALISME ETHNIQUE AU QUÉBEC¹

par Michel Sarra-Boumet

Lors du lancement de son anthologie intitulée *Les grands textes indépendantistes*², Andrée Ferretti, s'est exclamée: « Le pire ennemi de l'indépendance, c'est le nationalisme ». Le message qu'elle voulait livrer, c'est que tant que nous garderions espoir que le Canada puisse se réformer, l'indépendance n'aurait pas lieu. Elle définissait donc comme du « nationalisme » ce désir d'affirmer le fait français à l'intérieur du Canada. Cela signifie implicitement que ce nationalisme est ethnique, puisqu'il oppose Canadiens français à Canadiens anglais.

Toutefois, une nouvelle définition de la nation gagne du terrain depuis trente ans. En s'exprimant politiquement, le nationalisme contemporain retourne à ses sources, une définition territoriale de la nation. Il oppose Québec à Canada, et considère tous ses citoyens comme membres de la nation. En effet, comme avant l'Union des deux Canadas, le mouvement indépendantiste fait la jonction entre nationalisme et libéralisme.

De la définition politique de la nation

En 1962, Pierre-Elliott Trudeau écrivait dans *Cité Libre*:

Les nationalistes, même de gauche, sont politiquement réactionnaires parce qu'en donnant une très grande importance à l'idée de nation dans leur échelle de valeurs politiques, il sont infailliblement amenés à définir le bien commun en fonction d'un groupe ethnique plutôt qu'en fonction de l'ensemble des citoyens sans acception de personne³.

Il ne peut s'agir ici que de la définition d'un nationalisme particulier, le nationalisme

1. À la mémoire de Marcel et de Yves Sarra-Boumet. Traduction d'une allocution prononcée devant les étudiants de l'Université d'Ottawa, lors d'une table ronde intitulée « *The New Faces of Nationalism in Quebec* » le 18 mars 1993.
2. Andrée Ferretti et Gaston Miron (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Montréal, VLB éditeur, 1992.
3. « La nouvelle trahison des clercs », in Yvan Lamonde et Gérard Pelletier (dir.), *Cité Libre. Une anthologie*, Montréal, Stanké, 1991, p. 157.

ethnique. Il n'existe pas de définition universelle du nationalisme. Comme l'écrivait Boyd Shafer:

Il est tout simplement faux de croire que lorsqu'on a étudié le nationalisme à une époque, dans un lieu précis, on a étudié les nationalismes de toutes les époques, à tous les endroits. (...) Le nationalisme est ce que les nationalistes l'ont fait⁴.

La définition de la nation a graduellement changé chez les francophones québécois. Comme le rappelait la Commission Bélanger-Campeau:

La perception qu'ils ont d'eux-mêmes a changé, particulièrement chez les francophones. Se percevant auparavant davantage comme Canadiens français et comme minorité, ceux-ci se définissent désormais d'abord comme Québécois et adoptent progressivement un comportement de majorité sur leur territoire⁵.

Cette redéfinition de l'identité collective, d'une notion ethnique et exclusive à un concept politique et ouvert, est en grande partie attribuable à la transformation du nationalisme au Québec. Le mouvement nationaliste a démontré, au cours des dernières années, un désir accru de se délester du fardeau que constitue le nationalisme canadien français.

Prenons l'exemple de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, une des associations patriotiques les plus anciennes et les plus traditionnelles. En mai 1992, elle décidait de reformuler sa définition pour s'ouvrir davantage aux non-catholiques « de souche ». Une minorité des membres du congrès refusaient que la SSJBM perde son statut ethnique. Ils se sont opposés, mais ont perdu la partie⁶.

Le 12 mars dernier, la même société rejetait une résolution appelant la « francisation » de toutes

les institutions d'enseignement au Québec. Son président, Jean Dorion, a expliqué qu'il fallait protéger les minorités au Québec⁷.

L'ouverture des nationalistes envers les minorités apparaît aussi dans le discours du Bloc québécois, un parti politique indépendantiste qui, même avant d'avoir un programme, rallie ses membres autour des principes exprimés dans leur manifeste:

Le peuple québécois se donnera un pays dynamique, pluraliste et ouvert sur le monde. Il constituera une société française en Amérique, respectueuse des droits de la minorité anglophone et des Nations autochtones et attentive à l'apport unique des communautés ethno-culturelles⁸.

Quant au Parti québécois, cette autre coalition de nationalistes et d'indépendantistes de divers horizons, il a récemment eu plus de difficultés à exprimer son ouverture. Les déclarations de son chef au sujet du vote allophone et anglophone ont soulevé des soupçons quant à la nature libérale de son nationalisme. Par contre, le rapport de son groupe de travail sur les anglophones a suscité des réactions positives dans cette communauté⁹. Il n'en demeure pas moins que la définition de la nation que le PQ véhicule inclut tous les citoyens du Québec, et même plus. Qui donc serait citoyen d'un Québec souverain?

La citoyenneté québécoise sera accordée automatiquement à tout citoyen canadien qui, au moment de l'accession à la souveraineté, sera domicilié au Québec, ou à toute personne qui y sera née. L'immigrant reçu pourra aussi obtenir sa citoyenneté une fois complété son délai de résidence¹⁰.

Respect des minorités, nationalité définie par la citoyenneté, on est loin de la description fascisante du nationalisme québécois que la

4. Traduit de *Faces of Nationalisms; New Realities, Old Myths*, New York, Harcourt, Brace, Jovanivitch, 1974, p. 3, et extrait de *Le nationalisme*, Paris, Payot, 1964, p. 13.

5. *L'avenir politique et constitutionnel du Québec*, Rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, Assemblée nationale, mars 1991, p. 17.

6. Jean-Pierre Bonhomme, « La SSJBM s'apprête à prendre une orientation "moins" catholique », *La Presse*, 21-5-92, p. A-4.

7. SRC, Bulletin de nouvelles radio, 14-3-93.

8. « Rompre en douceur avec le Canada », *Le Devoir*, 18-6-91, p.B-8.

9. Voir Henri L. Comte, « 'L'allophonie' ou les minorités audibles », *Le Devoir*, 10-3-93, p. A-7, et Josée Boileau, « Les 'Anglais' donnent un bonne note au PQ », *Le Devoir*, 26-3-93, pp. A-1,10.

10. Parti Québécois, *La souveraineté. Pourquoi? Comment?*, Montréal, 1990, p. 19.

firme Lafferty, Harwood présentait à ses clients en janvier dernier:

Jacques Parizeau (...) et Lucien Bouchard (...) se réclament tous deux d'un nationalisme de bon aloi. Il s'agit d'une forme classique de démagogie qui n'est pas différente de celle d'Hitler. (...) Il n'existe aucun regroupement de patriotes au Québec enclin à défendre les concepts de liberté, égalité et paternité (sic)¹¹.

Il ne fait aucun doute que l'extrême-droite fait toujours des adeptes au Québec. Mais elle est marginale et marginalisée. Prenons d'abord les groupes néo-nazis. Ils sont actuellement en perte de vitesse. D'après la Ligue anti-fasciste mondiale, néo-nazis et « skinheads » (qui comprennent des groupes tels que « White Power Canada » et le Ku Klux Klan), sont dernièrement passés de 600 à 350 membres. Par contre, les groupes politiques d'extrême-droite, tels que le Mouvement pour une immigration restreinte et francophone, Jeune Nation, et le Front National on fait plus d'adeptes¹².

La montée de tels groupes est dénoncée par des ténors du nationalisme, tels que le vice-président du PQ, qui affirme que « le Québec est une société ouverte, accueillante et moderne, dont l'identité n'est pas fondée sur le sang ou la race », et le président de la SSJB qui a réagi en réaffirmant que nous devons rester vigilants, même si ces groupes sont marginaux. « Ils nuisent au mouvement nationaliste », affirmait-il en entrevue¹³.

Si le mouvement nationaliste québécois est pour l'immigration, contre le racisme, et pour une définition politique de la nation, comment se fait-il qu'il ait mis tant de temps à dénoncer l'intolérance? La peur de la division, qui ferait le jeu des fédéralistes et des anti-nationalistes, peut certainement expliquer en partie ce phénomène. Il peut également être lié à de vieux réflexes minoritaires. Comme l'affirme Léon Dion, les peuples minoritaires recherchent

l'unanimité pour présenter un front commun face à leurs adversaires¹⁴.

Des événements récents annoncent la fin de cette retenue et révèlent la nature plurielle du nationalisme au Québec. En outre, ils dénotent la montée du nationalisme libéral associé au mouvement indépendantiste.

L'exemple le plus probant est l'Affaire Trépanier. Ce professeur d'histoire à l'Université de Montréal a laissé savoir son penchant pour les thèses de Le Pen et du Front National français dans le premier numéro des *Cahiers de Jeune Nation*, un périodique d'extrême-droite dirigé par l'un de ses étudiants, Jean-Claude Dupuis:

Il faut bien se rendre compte que le Canada français est à la croisée des chemins. L'immigration de plus en plus nombreuse et diversifiée, de moins en moins assimilable, et, surtout, l'affaissement de la natalité compromettent la survie physique de l'ethnie canadienne française¹⁵.

En conséquence des ses prises de positions extrémistes, M. Trépanier a dû quitter la direction de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, fondée en 1947 par Lionel Groulx¹⁶. Plus récemment, lui et son acolyte Dupuis ont été destitués du conseil d'administration de la Ligue d'Action Nationale qui publie la revue *L'Action Nationale*. Il y a quelques mois, plusieurs collaborateurs de cette revue, elle aussi fondée par Groulx, en 1917, sous le nom de *l'Action française*, ont dénoncé ses propos en affirmant « entendre bâtir ici un pays de langue et de culture française en acceptant avec empressement la contribution provenant de multiples groupes ethniques¹⁷ ».

Le seul fait que ces deux revues aient été toutes deux fondées par Lionel Groulx, dont on a dit que son nationalisme se rapprochait « dangereusement du racisme spécifique à

11. « Le show time des médias », *Le Devoir*, 19-2-93, p. A-9.
12. Voir *Le Devoir*, 2-12-92, p. A-4, 16-3-93, p. B-1, *The Gazette*, 13-6-92, p. B-1, et *La Presse*, 9-2-93, p. B-1.
13. Bernard Landry et Jean Dorion, cités par Ingrid Pentz, « Local racists take their cue from Le Pen », in *The Gazette*, 13-6-92, p. B-1.

14. Voir *Québec 1945-2000*, Tome 1, *À la recherche du Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1987, p. 67.
15. Pierre Trépanier, « Une doctrine pour la droite? », *Cahiers de Jeune Nation*, 1 (avril 1992) 6.
16. Paul Cauchon, « Remous autour des opinions politiques d'une professeur d'histoire », *Le Devoir*, 2-12-92, pp. A-1,4.
17. « L'Action nationale et Jeune Nation », *L'Action Nationale* 82, 7 (septembre 1982) p. 833.

l'idéologie nazie¹⁸ », se soient dissociées des propos et de la personne de Pierre Trépanier, signifie que quelque chose d'important a changé dans le nationalisme au Québec.

Un dernier exemple, celui du Mouvement national des Québécois, qui organise à chaque année les festivités de la Fête nationale des Québécois. Voici la description de la parade de 1990, celle de l'après-Meech, par un Canadien de Burlington, en Ontario:

Jean Baptiste est le patron des Québécois qui célèbrent la St-Jean-Baptiste le 24 juin. (...) Depuis le Moyen-Âge, St-Jean est représenté par un mouton. (...) Le jour de la St-Jean 1990 (..) le Saint était représenté par 24 pré-adolescents de diverses origines ethniques habillés d'une peau de mouton, sans doute pour symboliser la nouvelle ère au Québec. (...) À distance, les Canadiens anglais condamnent souvent les Québécois pour leur caractère exclusif. Une expression plus vraie serait « esprit de corps¹⁹ ».

Au sujet de la même parade, Mordecai Richler écrivait: « Lorsque des milliers de nationalistes, le drapeau à la main, entonnent « Le Québec aux Québécois », ils ne songent ni à un Ginsberg, ni à un MacGregor²⁰ ».

Les deux observateurs ont vu la même parade. Pourtant, l'un y a vu une démonstration d'ouverture, l'autre, la preuve de la nature exclusive du nationalisme québécois. A leur façon, tous deux ont raison. D'une part, les deux visages du nationalisme coexistent toujours, bien que le nationalisme politique et libéral domine depuis 1960.

D'autre part, la description que l'on fait du nationalisme québécois dépend souvent de la conception que l'on se fait de la nation dont il est la manifestation. Ainsi, si on considère les francophones québécois comme une partie du groupe ethnique canadien français, on y verra un nationalisme ethnique et exclusif. Si, par contre, on les voit comme la majorité dans un territoire

national appelé Québec, ce nationalisme paraîtra politique et libéral.

De la définition ethnique de la nation

Pendant plus d'un siècle après la répression des Rébellions de 1837-1838, le nationalisme a été confiné à une définition ethnique et religieuse au Québec. Par conséquent, il n'était pas possible d'être membre de la nation si on n'était pas Canadien français. Pourtant, le libéralisme a une longue tradition au Québec. Ses racines remontent justement à l'époque du Bas-Canada, quand le nationalisme était libéral et pluraliste, quand Trois-Rivières élisait un député juif, Ezéchiel Hart, quand il y avait des Anglophones parmi les Patriotes.

Nous avons démontré que les francophones québécois et les nationalistes du Québec se définissent de plus en plus comme Québécois, et non plus comme Canadiens français. Ils sont toutefois les seuls à se voir comme une majorité dans un Québec national. Anglo-Québécois, Canadiens anglais, et membres des communautés culturelles, les voient comme la plus grosse minorité ethnique au Canada. Qui plus est, cette minorité leur semble avoir des privilèges depuis la *Loi des langues officielles*.

Les Canadiens français à l'extérieur du Québec, qui se voient comme membres d'un même peuple fondateur avec les francophones Québécois, se sentent bien isolés depuis que ses derniers font bande à part. Cette impression est accentuée par la politique de multiculturalisme qui tend à les assimiler aux autres minorités ethniques.

Il n'est, dès lors, guère étonnant que même une partie des francophones Québécois et des nationalistes du Québec adoptent une définition ethnique de la nation. Quand d'une part, on s'acharne à les appeler Canadiens français et ils se disent Québécois, il s'en trouve nécessairement pour faire l'équation Québécois = Canadien français du Québec, c'est-à-dire Québécois « de souche ».

L'autre malaise résulte de l'incapacité des francophones Québécois à intégrer les immigrants dans une proportion égale à leur poids dans la population du Québec. Selon le démographe Jacques Henripin, pour que l'intégration des immigrants ait un impact neutre sur l'équilibre linguistique au Québec, il faudrait

18. Lysiane Gagnon, « Sujet tabou », *La Presse*, 18-2-93, p. B-3.

19. L'auteur emploie l'expression « togetherness ». Traduit de David Creighton, « When the saint goes marching on », *Globe and Mail*, 24-6-91, p. A-19.

20. Traduit de Mordecai Richler, *Oh Canada! Oh Quebec!*, Toronto, Penguin Books, 1992, p. 77.

que la majorité francophone en intègre 85% plutôt que les 37% actuels. La principale raison pour laquelle le français fait du progrès dans l'ensemble du Québec, c'est le départ d'anglophones, les lois linguistiques y comptant pour très peu²¹.

L'indépendance et le nationalisme ethnique

Tout ce qu'il faut savoir c'est: est-ce que c'est dans l'intérêt des francophones Canadiens d'être une majorité à l'intérieur d'un État québécois pluraliste ou d'être une minorité dans un État canadien pluraliste, et c'est là-dessus que tout le débat se déroule²²!

C'est ce qu'écrivait Pierre Trudeau quelques semaines après le référendum de 1980. Il semble bien qu'en effet, nous ayons le choix entre deux nationalismes libéraux et pluralistes.

L'avantage de l'indépendance, c'est qu'elle ferait disparaître cette double identité québécoise et canadienne-française. Ce n'est pas un hasard si le nationalisme et le libéralisme coexistaient à une époque où les francophones étaient la majorité dans leur État, soit avant l'Union de 1840. La définition ethnique de la nation est essentiellement liée au statut minoritaire.

Depuis trente ans, à tort ou à raison, les francophones Québécois se définissent de plus en plus comme la majorité dans un État national. Le malheur, c'est qu'à quelques exceptions près, les non-francophones du Québec s'identifient au Canada anglais et considèrent les francophones comme un gros groupe ethnique. Qui les blâmeraient de ne point s'intégrer à la principale minorité du Canada?

Si les symboles tels que l'affichage unilingue ne suffisent pas, il faut envisager un symbole beaucoup plus puissant et moins outrageant. L'indépendance est la clé à la résolution d'une partie de nos problèmes identitaires.

La première conséquence de l'indépendance du Québec serait l'inversion de la dynamique majorité-minorité. Les francophones deviendraient la vraie majorité et l'intégration

naturelle, plutôt que forcée, pourrait commencer. La deuxième conséquence serait l'abandon des politiques linguistiques coercitives. Dans une démocratie libérale, la majorité a l'obligation de protéger les droits collectifs des minorités, pas l'inverse.

Toute une série de conséquences secondaires peuvent aussi être envisagées, comme la fin du débat constitutionnel et l'éclatement du mouvement nationaliste. Que ceux qui redoutent des pogromes ou du « nettoyage ethnique²³ » se le tiennent pour dit: ceux qui se feront botter le derrière, comme dirait Monsieur Parizeau²⁴, par les nationalistes risquent d'être d'autres nationalistes, que l'on tolère depuis trop longtemps au sein d'un mouvement essentiellement libéral. « L'idée de nation, écrit *L'Action Nationale*, est historiquement synonyme de démocratie²⁵ ».

Ainsi, je propose d'inverser la proposition d'Andrée Ferretti. Le pire ennemi du nationalisme c'est l'indépendance. Car elle signifierait la fin de la définition ethnique de notre nation.

21. Josée Boileau, « Francisations des allophones: les chiffres de disent pas tout » *Le Devoir*, 14-1-93, p. A-3

22. *Le Devoir*, 17-7-80. Cité par Ramsay Cook, in Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, *Les années Trudeau*, Montréal, Le Jour, 1990, p. 364.

23. Richler fait une allusion à peine voilée dans son livre, *Oh Canada! Oh Quebec*, p.243. Quant à la comparaison entre les Québécois et les Serbes de Bosnie, elle est tout à fait paradoxale: Qui parle de partition au Québec? Voir Mario Fontaine, « Le professeur Donderi ne voit pas de différence fondamentale entre le Québec et l'ex-Yougoslavie », *La Presse*, 9-3-93, p. A-10.

24. La citation exacte est « By God, I'll boot the rear end of anyone who can't speak English », *Time Magazine*, April 13, 1992, p. 29.

25. Hermel Cyr, « Le souverainisme québécois et le nationalisme européen », *L'Action Nationale* 83, 1 (janvier 1993) 64.